



Suite aux fortes mobilisations du 9/03 3500 manifestants en DORDOGNE

POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI...

Le JEUDI 17 MARS la lutte continue !

La mobilisation du 9 mars, notamment en Dordogne initiées par les organisations syndicales (CGT, FO, FSU) avec 3500 manifestants, ont contraint le gouvernement à des concessions sur la loi Travail.

Pour autant les aménagements annoncés par le Premier Ministre ne changent pas la philosophie générale du projet. Il ne répond pas aux aspirations fortes, exprimées par les jeunes, les salarié-e-s et les chômeurs pour l'accès à l'emploi et sa sécurisation. La création d'emplois de qualité ne justifie pas la casse du code du travail mais nécessite un changement de politique économique et sociale.

L'universalité de la garantie jeune sans les moyens en conséquence relève d'un effet d'annonce. Face au chômage et à la précarité auxquels sont confrontés les salarié-e-s, les femmes et les jeunes en particulier, l'urgence est à la conquête de nouveaux droits.

Pourquoi ce projet est-il dangereux ?

Actuellement, la « hiérarchie des normes » signifie que les droits du salarié partent du Code du Travail pour aller jusqu'au contrat de travail en passant par des conventions et des accords :

Code du travail -> Accords de Branche -> Conventions Collectives -> Accords d'Entreprise -> contrat de travail
La particularité est que chaque négociation ou accord ne peut-être que plus favorable au salarié (une Convention améliore le Code du Travail, un Accord d'Entreprise améliore une convention etc...).



Vouloir inverser cette hiérarchie pour privilégier l'accord d'entreprise est donc lourd de conséquence puisque **c'est la condamnation à mort du Code du Travail !**

Faire croire que ces accords reflèteront les souhaits de la majorité des salariés est une fumisterie : En effet, un syndicat ayant recueilli 30 % des voix aux élections professionnelles pourra, par voie référendaire, faire valider un accord pourtant moins favorable que la Loi !

Mais ce n'est pas tout !...

◆ Sur la durée du travail :

Exit les 35 heures.... Cette réforme, si elle était adoptée, permettrait aux entreprises de faire travailler les salariés jusqu'à 12 heures par jour (contre 10 aujourd'hui) et même jusqu'à 60 heures par semaine par accord. Et les PME pourront imposer des « forfaits jours » à leurs salariés, avec remise en cause des 11 heures de repos entre 2 prises de poste....

Le travail pourra être organisé par accord sur une période allant jusqu'à 3 ans en ne payant les heures supplémentaires qu'à la fin, et dans les petites entreprises elles pourront être payées au bout de 16 semaines sur simple décision du patron.



◆ **Sur les salaires :**

Les majorations des heures supplémentaires pourront descendre à 10% par accord d'entreprise et les temps d'astreinte hors intervention décomptés en temps de repos.....

En prime, le projet de loi satisfait plusieurs revendications patronales :

- ★ La modification forcée du contrat de travail en cas d'accord de « compétitivité » baissant les salaires et/ou augmentant le temps de travail, et le licenciement pour motif personnel en cas de refus du salarié
- ★ En pratique, un employeur pourra, pour de prétendues difficultés économiques qu'il n'aura d'ailleurs même plus à justifier, **imposer une baisse de salaire**. Et le refus du salarié pourra aboutir à son licenciement disciplinaire et non plus pour motifs économiques.
- ★ Une nouvelle réforme de la médecine du travail qui éloigne encore les salariés des médecins du travail.

◆ **Sur les licenciements :**

Face à ces attaques, si le salarié licencié entendait faire valoir ses droits devant le Conseil des Prud'hommes, **ce projet a tout prévu** : Les indemnités ne seront plus soumises à l'appréciation souveraine du Juge mais plafonnées par la Loi à des niveaux particulièrement bas, véritable incitation à licencier sans respecter la loi. Pour certains salariés (moins de cinq ans d'ancienneté), le plafond correspond au plancher actuel !

Tout ceci n'est qu'un aperçu de ce que nous a concocté le gouvernement PS au service du patronat.



Si la loi El Khomri passe, cela ouvrira la porte à la destruction de tous les statuts de la fonction publique et des entreprises publiques.

C'est ce projet, que le MEDEF avait rêvé et que Sarkozy n'avait pas osé, que le gouvernement voudrait nous imposer !!

Pour la CGT :

**RETRAIT
DU PROJET DE
LOI EL KHOMRI
HOLLANDE**

- ✓ Faciliter les licenciements et insécuriser les salariés :
C'EST NON !
- ✓ Interdire les licenciements, renforcer les droits des travailleurs :
C'EST OUI !
- ✓ Renforcer la flexibilité, mettre en cause la hiérarchie des normes:
C'EST NON !
- ✓ Diminuer la durée du travail et augmenter les salaires :
C'EST OUI !

CE PROJET N'EST

NI AMENDABLE ! NI NEGOCIABLE !

ABROGATION DES LOIS MACRON, REBSAMEN ET LA LOI DITE DE SECURISATION DE L'EMPLOI !

Jeudi 17 MARS 2016

Manifestations en Dordogne :

- **PERIGUEUX 17h30 Palais de Justice**
- **TERRASSON 17h30 Place de La Libération**
- **BERGERAC 17h30 Palais de Justice**